



PREFET DU TERRITOIRE DE BELFORT

Cabinet
Direction des Sécurités
Bureau de la Sécurité Publique

ARRETE N° 90-2020-01-15-004

portant restriction de la liberté d'aller et venir des supporters de l'Association Sportive Nancy Lorraine (ASNL) et encadrant leur déplacement à l'occasion du 16^{ème} tour de la coupe de France de football du 18 janvier 2020 les opposant à l'Association Sportive Municipale Belfortaine (ASMB)

LE PREFET DU TERRITOIRE DE BELFORT

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2214-4 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU le code pénal ;

VU le code du sport, notamment les articles L. 332-1 à L. 332-21 relatifs aux manifestations sportives, ainsi que les articles R. 332-1 à R. 332-9 relatifs à l'interdiction de pénétrer ou de se rendre aux abords d'une enceinte où se déroule une manifestation sportive ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi du 2 mars 2010 renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public ;

VU l'arrêté du 28 août 2007 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif aux personnes interdites de stade ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 14 mai 2019 nommant Madame Magali MARTIN, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

VU le décret du 9 octobre 2019, nommant monsieur David PHILOT en qualité de préfet du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté du 28 octobre 2019 n°90-2019-10-28-002 portant délégation de signature à Madame Magali MARTIN, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort ;

VU l'extrait du procès-verbal de la réunion de la commission fédérale de discipline, en date du 27 décembre 2019 ;

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article L. 332-16-2 du code du sport, il appartient au préfet, pour prévenir les troubles graves à l'ordre public et assurer la sécurité des personnes et des biens à l'occasion des manifestations sportives, de restreindre la liberté d'aller et de venir des personnes se prévalant de la qualité de supporters ou se comportant comme tels, dont la présence est susceptible d'occasionner des troubles graves pour l'ordre public ;

CONSIDERANT que l'équipe de l'ASMB rencontre celle de l'ASNL, le samedi 18 janvier 2020 (coup d'envoi à 15h00 au stade Serzian, dans le cadre du 16^{ème} tour de la coupe de France de football) ;

CONSIDERANT que le stade Serzian a une capacité d'accueil de 3 900 personnes et que toutes les places devraient être pourvues, la proximité géographique des deux villes facilitant les déplacements, notamment en véhicules individuels ;

CONSIDERANT que les forces de l'ordre sont toujours particulièrement mobilisées pour faire face à la menace terroriste qui demeure actuelle et prégnante sur l'ensemble du territoire national, que ces forces ne sauraient être détournées de cette mission prioritaire pour répondre à des débordements liés au comportement de supporters dans le cadre de rencontres sportives ;

CONSIDERANT que le club de l'ASNL a fait l'objet de plusieurs sanctions infligées par la commission de discipline de la ligue de football professionnel en raison de chants homophobes et discriminants depuis le début de la saison ;

CONSIDERANT qu'à l'occasion du match opposant l'ASNL et le club de Strasbourg Pierrots Vauban du 08 décembre 2019, dans le 8^e tour de la coupe de France, les supporters lorrains ont allumé neuf articles pyrotechniques et entonnés des propos discriminatoires ; que la commission fédérale de discipline a décidé de sanctionner le club de l'ASNL à une amende de 13 500 euros dont 3 000 par révocation d'un sursis, débitée directement du compte fédéral du club et à un match ferme de fermeture de l'espace visiteur à l'extérieur ; que des supporters lorrains ont néanmoins manifesté leur intention de se déplacer individuellement et que des rencontres sont susceptibles d'être organisées pour en découdre ;

CONSIDERANT dès lors que l'ensemble de ces incidents et du contexte actuel font peser sur la rencontre du 18 janvier 2020 un risque particulier ; que le risque de trouble grave à l'ordre public est avéré ; que par conséquent, il apparaît nécessaire d'adopter des mesures particulières de restriction et d'encadrement vis-à-vis des supporters lorrains ;

CONSIDERANT que la mobilisation des forces de sécurité, même en nombre important, n'est pas suffisante pour assurer la sécurité des personnes, et notamment celle des supporters de l'ASNL, en l'absence de mesures particulières ;

CONSIDERANT que dans ces circonstances, la présence, le 18 janvier 2020, aux alentours et dans l'enceinte du stade Serzian à Belfort, où se déroulera le match, de personnes se prévalant de la qualité de supporters de l'ASNL ou connues comme étant supporter de ce club, implique des risques sérieux pour la sécurité des personnes et des biens et qu'il convient ainsi de limiter la liberté d'aller et venir de toute personnes se prévalant de la qualité de supporters de l'ASNL ;

Sur proposition de madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le samedi 18 janvier 2020, de 10h00 à minuit, il est interdit à toute personne, munie ou non de billet, se prévalant de la qualité de supporter du club de l'ASNL ou se comportant comme tel d'accéder au stade Serzian et de circuler ou stationner sur la voie publique dans un périmètre délimité comme suit :

- devant le stade (Voie du 1^{er} bataillon de choc) ;
- rue Floréal ;
- rue Prairial ;
- rue Germinal ;
- rue Parmentier ;
- avenue Gambiez.

ARTICLE 2 : Le non-respect du présent arrêté est punissable de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 30 000 euros en application de l'article L.332-16-2 du code du sport. En cas de condamnation, la peine complémentaire d'interdiction judiciaire de stade d'un an, prévue à l'article L.332-11 dudit code est obligatoire, sauf décision contraire spécialement motivée.

ARTICLE 3 : Cet arrêté entrera en vigueur dès sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Territoire de Belfort ;

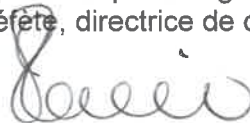
ARTICLE 4 : Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification directement auprès de l'administration, soit auprès du préfet, soit auprès du ministre de l'intérieur. Si aucune réponse n'est reçue dans un délai de 2 mois à compter de la date du recours, celui-ci doit être considéré comme rejeté.

Un recours contentieux peut également être introduit auprès du greffe du tribunal administratif, 30 rue Charles Nodier 25044 Besançon cedex 3. Il doit être fait au plus tard avant la fin du deuxième mois suivant la réception de la présente décision ou du deuxième mois suivant la date de la réponse défavorable de l'administration au recours gracieux. Dans tous les cas, ce recours contentieux doit être écrit, exposer la situation, les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

ARTICLE 5 : Madame la directrice de cabinet du préfet du Territoire de Belfort, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique du Territoire de Belfort, monsieur le maire de Belfort, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Belfort, aux présidents des clubs concernés et affiché aux abords immédiats du périmètre défini à l'article 1.

Fait à Belfort, le 15/01/2020

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète, directrice de cabinet,



Magali MARTIN